
Acte public pour la licence.

Numéro d'inventaire : 1979.28069

Auteur(s) : Nicolas Constant Lottin

Type de document : affiche

Éditeur : non renseigné (Paris)

Imprimeur : Ballard

Période de création : 2e quart 19e siècle

Date de création : 1826

Description : Une feuille de papier vergé. Texte imprimé dans un cadre de frise. Les bords sont renforcés par du ruban adhésif. Taches brunâtres et perforations le long des pliures. Dos renforcé par du ruban adhésif.

Mesures : hauteur : 446 mm ; largeur : 596 mm

Notes : Affiche annonçant les thèses de droit romain et de droit français que doit soutenir, pour l'obtention de la licence, Nicolas Lottin, à la faculté de droit de Paris le 12 août 1826. Les articles de droit romain (en latin) traitent des libérations. Les articles de droit français (en français), portent sur les successions. L'estampe (une vignette) représente une allégorie de la justice. En-tête de la faculté de droit de Paris.

Mots-clés : Affiches de thèses et d'exercices publics

Filière : Université

Niveau : Supérieur

Autres descriptions : Nombre de pages : 1
ill.

FACULTÉ DE DROIT

ACTE PUBLIC



DE PARIS.

POUR LA LICENCE.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE.

JUS ROMANUM.

De solutionibus et liberationibus. ff. liv. 46, tit. 3.

Solutio vario sensu accipitur; stricto sensu, realis praestatio ejus quod debetur; largo sensu, omnis liberatio quoque modo facta intelligitur, utriusque ad obligationis substantiam, quam ad numerum solutionem refertur; largissimo sensu, solutio verum ad omnem pertinet satisfactionem.

De solutione large sumpta. — Solutio large sumpta, seu liberatio, est obligatio personalis resolutio quomodocunque fiat. — Naturalis seu civilis est liberatio. Naturalis intelligitur cum reali praestatione, seu cum eo quod in stipulationem debitoris fuerat eius praestatio culpa in rebus humanis non existit, resolvitur obligatio; civilis accipitur verborum obligationis resolutio acceptatione, seu in eandem personam jure stipulationis promissioque devoluta.

De solutione proprie sumpta. — Operatur ut soluti debitorum aliquid, sufficit quidem et naturaliter debitorum obligationis debitorum. — Recte solvere non potest nisi in qui jure alienandi habet. — Nihil refert utrumque debitor ipse solvat an ejus procurator; quatenus non ad hoc debitoris mandatum speciale necessarium est. — Non tamen potest alius quam debitor principalis invito creditore solvere si factum personale in obligationem delatum est. — Operatur ut solutio debitoris omnino fiat; creditore recte solvitur, modo tamen alienandi non sit incapax.

Creditoris tutori, curatori et procuratori recte solvitur. — Quod jure alienandi solvitur pro eo est quasi ipse solvitur esset.

Adfectus solutio gratia est in qua in contractu affectus ad hoc datur ut ei solvi possit; quod hoc personae adjectae solutio gratia. — Facultas solvendi personam adjectam non egreditur. — Adfectus solutio gratia ad aliam non pertinet.

Solutio ei cui non oportuerit facta convalescit certis casibus.

Hoc ipsum quod debitor solvi debere ita intelligendum est ut solidum solvatur. — Interdum aliud pro alio solvi potest. — In quo certo hoc dare permittit nullo alio hoc quam in quo promittit solvere potest.

Hoc qui solvitur ita fieri debet acceptum et nullo casu ei evadenda sit.

In potestate ejus cui ex pluribus contractibus pecuniam debet tempore solutio exprimitur in quem casum solvatur. Quod si debitor id non fecit, convertitur electio ad eum qui accepit.

De rei debitoris interitu. — Extinguitur obligatio rei debitoris interitu, nisi tamen facto, culpaque delictis, aut poenae namque ejus perierit.

Agitur tamen de obligatione speciei, obligatio enim generis non extinguatur, si quid simile in quatuor specie contingat.

De confusione. — Confusio in genere sumpta pro modo tollendo actionis capitalibus, est concursus duorum jurem apponitur in eandem personam, quo aut incivili destruitur, aut saltem aliorum ab aliis destruitur.

Effectus confusio est ut persona in qua fit confusio ab obligatione exstinguatur, quae substat, omnes qui solvantur obligationi hujus personae liberantur ita ut si non stat ab hujus obligationis rei necesse sit conservare obligationem.

L'Acte public, sur les matières ci-dessus, sera soutenu le samedi 12 août 1826, à huit heures, par Nicolas-Constant LOTTY, né à Orléans (Loiret).

Président, M. DEPORTETS; Suffragans, MM. COTELLE, BLONDEAU, BERRIAT-ST-PAIX, Professeurs; SIMON, Suppléant.

Le candidat répondra en outre aux questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement.

DROIT FRANÇAIS.

De l'ouverture des successions, des qualités requises pour succéder, des divers ordres de successions et de celles irrégulières. Cod. civ., liv. 3, tit. 1^{er}, chap. 1, 2, 3 et 4.

La succession est la transmission de tous les biens, droits et charges d'un individu, mort naturellement ou civillement, sur le titre d'un ou de plusieurs autres, qu'on appelle héritiers ou successeurs irréguliers.

La succession s'ouvre par la mort naturelle ou par la mort civile.

S'il y a absence de preuve de l'époque de la mort, la loi y supplée, en certains cas et entre certaines personnes, par des présomptions de survie fondées sur la force ou sur l'âge de l'individu.

La loi ne considère ni l'origine ni la nature des biens pour en régler la succession.

Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'ouverture de la succession.

Toutes personnes peuvent succéder, à moins qu'elles ne soient frappées d'incapacité ou d'indignité par la loi.

On succède de son chef ou par représentation.

La représentation a lieu à l'égard de la ligne directe descendante; en ligne collatérale, en faveur des descendants de frères ou sœurs seulement. Elle n'a point lieu en ligne directe ascendante, ni le plus proche exclut toujours le plus éloigné.

On peut représenter celui à la succession auquel on a renoncé, mais non celui qui a renoncé à la succession.

Les successions se classent en deux classes, régulières ou irrégulières. Les premières appartiennent aux descendants, aux ascendants ou aux collatéraux; les secondes aux enfants naturels, au conjoint survivant et à l'état; et c'est d'après cet ordre qu'on y est appelé.

Les héritiers irréguliers sont classés de plus droit. Les successeurs irréguliers, à l'exception des enfants naturels en concours avec des héritiers légitimes, doivent se faire écarter en possession par leurs parents.

Les descendants ascendants, à l'exclusion de tous autres parents, par égale portion et par tête lorsqu'ils sont tous au premier degré, par souche quand ils viennent par représentation.

À défaut de descendants, les ascendants excluent tous les collatéraux autres que les frères et sœurs du défunt. Les frères et sœurs excluent à leur tour tous les ascendants autres que les père et mère. S'ils sont en concours avec ces derniers, ils prennent la moitié de la succession; l'autre moitié appartient aux père et mère par égale portion. Si le père ou la mère sont morts, leur part revient aux frères et sœurs.

Toute succession échue à des successeurs est à des collatéraux se divise en deux parts; l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle. Le parent le plus proche exclut tous les autres de la même ligne. Les ascendants et les collatéraux ne sont pas exclus par les germains. Ceux-ci prennent part dans les deux lignes; toutefois dans leur ligne seulement.

Les parents au-delà du deuxième degré ne succèdent pas.

Les enfants naturels ne sont pas héritiers; la loi ne leur accorde des droits sur les biens de leurs père et mère que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il était légitime; mais il faut dans ce cas qu'il ait été reconnu avant le mariage dont sont issus les enfants avec lesquels il concourt. Il est de moitié lorsque les père et mère ne laissent pas de descendants, mais des ascendants ou des frères et sœurs. Il est de trois quarts lorsque les père et mère ne laissent pas de descendants ni des ascendants, ni frères et sœurs; il succède enfin à la totalité à défaut de parents au degré successible.

Les père et mère peuvent réduire les enfants naturels à la moitié de la portion ci-dessus, ou leur en faisant la débance de leur vivant, mais ils ne peuvent leur donner au-delà des droits déterminés.

La succession de l'enfant naturel appartient à ses descendants; à défaut de ceux-ci, à ses père et mère; en dernier lieu à ses frères et sœurs, selon l'origine des biens.

À défaut de parents au degré successible, d'enfants naturels, de descendants d'eux, ou si le défunt est enfant naturel, à défaut d'enfants ou de descendants légitimes ou naturels, à défaut de père et mère, ou frères et sœurs, les biens sont recueillis par le conjoint survivant, s'il en existe pas par l'état. — Les successeurs irréguliers, ainsi que les enfants naturels appelés à défaut de parents, ne peuvent obtenir l'envoi en possession qu'après l'accomplissement de certaines formalités, et la prestation de certaines garanties en faveur des héritiers légitimes, dont l'omission donnerait lieu à des dommages-intérêts envers les héritiers s'il s'en représentaient.